

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Charles Durosselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 09/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DOMAINES REMY MARTIN

rue de la Sté Vinicole
16100 Cognac

Références : 2025 1511 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007205621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement DOMAINES REMY MARTIN implanté 110 RUE DES MARTINS 16130 Juillac-le-Coq. L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Les installations contrôlées ont été uniquement la distillerie et le chai de distillation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOMAINES REMY MARTIN
- 110 RUE DES MARTINS 16130 Juillac-le-Coq
- Code AIOT : 0007205621
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Distillerie REMY MARTIN située sur la commune de JUILLAC-LE-COQ est réglementée par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 08 novembre 2019 pour l'exploitation d'une distillerie composée de 8 alambics d'une capacité totale de 200 hl (soit une capacité de production de 120 hl d'AP/j), d'une installation de production et de conditionnement de vin d'une capacité de production annuelle de 35 000 hl.

Un porter à connaissance a été déposé en octobre 2025 pour l'augmentation des capacités de production de vin. Ce dernier fera l'objet d'une instruction prochainement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 08/11/2017, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Séparation distillerie / chai de distillation	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.I	Demande d'action corrective	4 mois
10	Rétention du local de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 28.I	Demande d'action corrective	1 mois
14	FOUDRE – Vérifications	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvertures/issu es de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II	Sans objet
4	Transferts d'alcools	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II	Sans objet
5	Désenfumage de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15	Sans objet
7	Mise à la terre des équipements de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II	Sans objet
8	Moyens de	Arrêté Ministériel du 14/01/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	lutte contre l'incendie de la distillerie	article 21	
9	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/2017, article 2.1	Sans objet
11	Rétention de l'aire de chargement et déchargement de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Sans objet
12	Mise à la terre zone de chargement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II	Sans objet
13	Propreté de la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 7 et 29	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site est correctement maintenu. L'ensemble des contrôles réglementaires sont correctement réalisés hormis pour les installations électriques où un complément au dernier contrôle doit être réalisé (coupure du site à réaliser).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2017, article 2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau d'activité
Prescription contrôlée : 2250-2 : capacité totale de charge des alambics → 200 hl 2251 : Préparation de 35 000 hl
Constats : L'inspection a constaté la présence de 8 alambics (capacité de charge 200 hl). L'exploitant a indiqué avoir déposé un porter à connaissance en octobre 2025 relatif à l'augmentation de la capacité de vinification du site (passage de 35 000 hl à 38 864 hl). L'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés. L'inspection a constaté la présence d'un chai de distillation adossé à la distillerie. Le jour de l'inspection, il n'a pas été demandé à l'exploitant la quantité d'eau de vie susceptible d'être présente dans le chai de distillation. L'inspection rappelle que les eaux de vies stockées dans le chai de distillation sont à classer sous la rubrique 4755.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant précise les quantités d'eau de vie susceptible d'être stockées sur le site dans le chai de distillation. Il porte à la connaissance du préfet le volume d'alcools qui y est stocké et en justifie la conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Ouvertures/issues de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : <p>Ouvertures/issues : les portes extérieures de la distillerie sont E 30, s'ouvrent vers l'extérieur et sont manœuvrables de l'intérieur en toutes circonstances.</p> <p>De plus, ces portes sont équipées d'un seuil ou d'un caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammés ou non vers l'extérieur.</p> <p>Aucune ouverture ou issue n'est autorisée entre distillerie et habitation.</p> <p>Aucun point de la distillerie n'est situé à plus de 25 mètres d'une porte extérieure, 10 mètres dans les parties de la distillerie formant cul-de-sac.</p> <p>Les portes sont largement dégagées et ont une largeur minimale de 0,80 mètre.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les portes extérieures de la distillerie sont E30 et s'ouvrent vers l'extérieur, - Les portes sont équipées de caniveau, - aucune habitation n'est présente sur le site, <p>- les portes sont dégagées et ont une largeur minimale de 0,8 mètres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Séparation distillerie / chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : <p>II. L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes :</p>

<p>Communication entre la distillerie et le chai de distillation : les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 120. Les portes normalement fermées sont équipées d'un dispositif de refermeture automatique marqué CE et compatible avec les fermetures résistant au feu. Les portes maintenues ouvertes en position d'attente et se fermant automatiquement en cas d'incendie (Dispositif actionné de sécurité, DAS) sont conformes aux normes de la série NF S61-937 et équipées d'un ferme-porte.</p> <p>De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides enflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un sas de 3 mètres entre la distillerie et le chai de distillation fermé par 2 portes coupe feu EI60. Ce SAS est le local distillateur où la distillation est pilotée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifie que les murs et le plafond du SAS (local de pilotage de la distillation) sont bien d'un degré équivalent au degré coupe-feu du mur de séparation entre la distillerie et le chai de distillation précisé à l'article 14 de l'AM du 14/01/2011.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Transferts d'alcools

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Transfert d'alcool : les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.</p> <p>Lorsqu'elles sont mobiles, les tuyauteries et canalisations de transfert d'alcool font l'objet d'une surveillance permanente de leur état et de leur étanchéité. Les passages dans les murs sont situés au dessus des cuvettes de rétention et sont obturés en dehors des transferts.</p> <p>Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers un autre bâtiment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les tuyauteries fixes sont en inox, - Les tuyauteries mobiles sont contrôlées visuellement tous les ans avant la campagne de

distillation, - Le chai de distillation est en rétention interne, L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Désenfumage de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou autocommande).</p> <p>Dans les cas de création de bâtiments ou de création d'extension de bâtiment, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est inférieure ou égale à 1 600 mètres carrés, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 1 % de la surface au sol, avec un minimum d'un mètre carré.</p> <p>Pour les bâtiments existants dont la surface au sol est supérieure à 1 600 mètres carrés, la surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires ne peut être inférieure à 2 % de la surface au sol.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local, depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès et installées conformément à la norme NF S61-932, version décembre 2008.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>(...)</p> <p>Des amenées d'air frais sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches</p>

raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été présenté le rapport de vérification des installations de désenfumage de la distillerie (canton 4) et du chai de distillation (canton 1).</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - canton 1 : Surface du chai de distillation 308 m² / 4 lanterneaux de 160 x 160 et une trappe de 100 x 100 = 3,56 m² - > surface des exutoires par rapport à la surface du chai : 1,15% - canton 4 : Surface de la distillerie 340 m² / 8 velux 134 x 140 = 15 m² -> surface des exutoires par rapport à la surface du chai : 4,41 %. <p>L'exploitant a présenté le rapport DESAUTEL relatif au contrôle des installations de désenfumage. Le rapport précise que pour les installations de la distillerie et pour le chai de distillation, aucune non-conformité n'a été relevée (canton 1 et canton 4).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.I
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de vérification périodique de DEKRA n°116092842501R001 du 20/06/2025 (intervention du 19/06/2025) Installations process - Rapport de vérification périodique de DEKRA n°116092842501R002 du 20/06/2025 (intervention du 19/06/2025) Bâtiments - Attestation Q18 délivrée par DEKRA du 24/10/2025 → L'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion mais sur une vérification partielle des installations électriques. <p>Le rapport fait état d'une non-conformité : <i>"La vérification réglementaire est incomplète en raison du refus de l'exploitant de réaliser l'ensemble des mises hors tension et essais requis. L'exploitant doit organiser avec l'organisme accrédité une intervention complémentaire dès que possible."</i></p>

L'exploitant a indiqué que pour ce site, les essais seront réalisés courant mars 2026 après la campagne de distillation en cours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant réalise une vérification complète de ses installations électriques incluant les mises hors tension et essais. Cette vérification doit être réalisée chaque année.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Mise à la terre des équipements de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
Prescription contrôlée :
II. Mise à la terre des équipements. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits. Chaque zone de chargement/déchargement des alcools peut être mise à la terre.
Constats :
Par sondage, il a été contrôlé que les cuves du chais de distillation ainsi que les cuves de brouillis sont connectées à la terre. L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :
L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local comme prévu à l'article 10 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou

privé, d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;

- d'extincteurs, répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, avec a minima deux extincteurs de type 144B par local de distillation, judicieusement disposés, bien visibles et facilement accessibles ;

- au-delà d'une capacité de production égale à 300 hl AP/j, d'un extincteur sur roue de 50 kg adapté à l'extinction des liquides polaires s'il n'existe pas de RIA avec émulseur au sein de l'installation.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification des extincteurs réalisé par DESAUTEL le 13 mai 2025. 6 extincteurs poudre ABC devaient être changés. L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'intervention DESAUTEL du 29/07/2025 relatif au changement des 6 extincteurs.

L'inspection n'a pas de remarque particulière concernant ce point.

Par sondage, il a été contrôlé les extincteurs suivants :

- n°11
- n°12
- n°9.

L'inspection n'a pas noté de non-conformité.

Concernant la réserve incendie, voir le point de contrôle n°9.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Réserve incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2017, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie
Prescription contrôlée : Le site disposera d'une réserve incendie de 160 m ³ équipée d'une aire stabilisée, pouvant accueillir 4 engins-pompiers. L'emplacement et la réserve incendie sont validés par les services du SDIS.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une réserve incendie de 160 m3 (référéncé n°16171020). L'inspection a constaté la présence de 4 lignes d'aspiration et d'une zone de parking permettant de stationner au moins 4 engins pompier. L'exploitant a indiqué avoir mis en place une porte permettant d'accéder aux installations depuis la réserve incendie pour faire passer un dévidoir. Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence une brouette de béton et d'un container vide sur le passage des pompiers. Par courriel du 05/12/2025, l'exploitant a envoyé une photo montrant que l'espace a été vidée et qu'un marquage au sol a été mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétention du local de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 28.I
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : I. Le sol des aires et des locaux de travail, de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.
Constats : L'inspection a constaté que le sol de la distillerie est étanche. Les écoulements de la distillerie sont connectés au bassin des effluents via un regard siphonide. L'inspection a constaté la présence d'une vanne permettant d'envoyer les eaux de lavage de la distillerie au bassin de effluents. Cette vanne est en position fermée en permanence sauf pendant

les opérations de nettoyage.
Le jour de l'inspection, il a été constaté que la vanne était bien en position fermée et que le regard siphoné était en eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en place une organisation permettant de vérifier si la vanne est en position ouverte ou fermée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Rétention de l'aire de chargement et déchargement de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée :
Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.
(...)
Constats :
L'inspection a constaté la présence d'une aire de chargement/déchargement signalée.
Les effluents sont envoyés vers le bassin à effluents via un regard siphoné.
L'inspection a constaté que le regard siphoné de l'aire de chargement/déchargement était en eau le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Mise à la terre zone de chargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20.II
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
Prescription contrôlée :
Chaque zone de chargement/déchargement des alcools peut être mise à la terre.
Constats :

L'inspection a constaté que l'aire de chargement/déchargement dispose d'une prise de terre à destination des camions citernes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Propreté de la distillerie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 7 et 29
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée : (...) <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> (...) <p>Aucun stockage de matières combustibles n'est autorisé dans le(s) local(ux) abritant l'(les) unité(s) de distillation.</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté que la distillerie est propre et bien entretenue.</p> <p>Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de matières combustibles dans la distillerie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Foudre – Vérifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications
Prescription contrôlée : [...] <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...]Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.</p> <p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
Constats :

Par courriel du 28 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification complet des installations de protection contre la foudre réalisée entre le 04 juin 2025 par DEKRA (rapport n°122059462501R001 du 11/06/2025).

Le titre du rapport est « vérification du système de protection contre la foudre hors ICPE » et la référence réglementaire est l'AM du 22/06/1990 (ERP de 5eme catégorie).

Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait sûrement d'une erreur du bureau de contrôle sur le titre du rapport.

En effet, l'inspection a constaté que les paratonnerres et les parafoudres ont été contrôlés. Aucune observation n'a été notée.

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence d'un paratonnerre. Les impacts de foudre sont enregistrés. L'inspection a constaté que le compteur foudre présent sur une descente du paratonnerre est à 0.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait modifier le rapport afin que celui-ci soit bien représentatif des contrôles réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois